



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

L'Accord SPS et le Comité SPS ont fêté leurs **30** ans

Pour marquer l'évènement,
les Membres ont été invités
à partager des exemples
de réussite du Comité.

Des collègues du Canada,
du Chili, de l'Équateur,
du Gabon, de la Gambie,
de Madagascar et de la
Thaïlande ont témoigné
de la façon dont le
Comité avait œuvré au
fil des ans.

Thaïlande	2
Canada	4
l'Équateur	6
Chili	8
Gabon	10
La Gambie	12
Madagascar	14

**Découvrez leurs
témoignages,
qu'ils soient
source
d'inspiration
pour l'avenir!**

Comment le Comité a contribué à résoudre une préoccupation commerciale concernant les agrumes

En 2020, le Japon avait soulevé, au sein du Comité, une préoccupation commerciale spécifique concernant les restrictions à l'importation imposées par la Thaïlande sur les agrumes frais en raison des risques associés à la gale de l'orange, un organisme de quarantaine qui cause aux agrumes des lésions similaires à celles provoquées par la gale. Le Japon considérait que ces restrictions à l'importation étaient plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre l'objectif réglementaire de la Thaïlande, qui était d'empêcher l'entrée de la maladie sur le territoire thaïlandais. Selon le Japon, d'autres mesures pouvaient atténuer efficacement le risque de propagation de la gale de l'orange tout en permettant aux relations commerciales harmonieuses avec la Thaïlande de prospérer. Pour remplacer la prescription de traitement à la cire, qui s'ajoutait à d'autres mesures phytosanitaires, le Japon a proposé des mesures fondées sur une approche systémique, comprenant notamment une inspection visuelle de tous les fruits. Cette préoccupation commerciale spécifique a été soulevée quatre fois au Comité entre 2020 et 2021.

En parallèle des discussions tenues dans le cadre du Comité, le Japon et la Thaïlande ont engagé une série de consultations techniques collaboratives, faisant intervenir des experts du Ministère thaïlandais de l'agriculture et des coopératives et du Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Les mesures SPS proposées par le Japon, fondées sur des travaux de recherche scientifique et des données probantes, étaient au cœur de ces consultations.

Grâce à ce dialogue constructif, les deux pays ont trouvé un moyen d'aller de l'avant. La Thaïlande est convenue que les mesures alternatives proposées par le Japon constituaient un moyen efficace d'atténuer le risque que les exportations japonaises d'agrumes frais contiennent des fruits infectés par la gale de l'orange. Ces mesures ont été jugées suffisantes pour atteindre le niveau approprié de protection SPS établi afin d'empêcher l'entrée de la maladie en Thaïlande. Grâce à cette solution, l'objectif phytosanitaire de la Thaïlande a pu être satisfait sans qu'il ne soit créé de restrictions non nécessaires au commerce. La préoccupation commerciale spécifique qui avait été soulevée au Comité a, par la suite, été identifiée comme résolue.

Cet exemple de réussite du Comité témoigne de l'importance de la transparence, de la reconnaissance des mesures SPS équivalentes et des consultations techniques.



Pour en savoir plus: [PCS n° 470](#)



En offrant un **cadre pour l'examen des questions commerciales** dans le domaine SPS, le Comité permet aux Membres de désamorcer les tensions commerciales et de trouver des **solutions concrètes** pour mettre en œuvre l'Accord SPS et faciliter un commerce sûr.



Sur la période **1995 à 2024**, le Comité a examiné près de **600 préoccupations commerciales spécifiques**. Au début de 2025, **60%** d'entre elles avaient été **déclarées résolues ou partiellement résolues**, un résultat dont le Comité peut être fier!

Qu'est-ce que l'équivalence?

Il existe souvent plus d'une manière de gérer les risques SPS. Si un Membre démontre qu'une autre mesure SPS (différente de celle du Membre importateur) permet de limiter le risque SPS au niveau jugé acceptable par le Membre importateur, celle-ci devrait être reconnue comme "équivalente" à la mesure SPS du Membre importateur et les échanges devraient pouvoir se poursuivre.



Voir l'[article 4](#) de l'Accord SPS

Décision du Comité sur l'équivalence [G/SPS/19/Rev.2](#)
Séance thématique du Comité sur l'équivalence,
[Partie 1](#) et [Partie 2](#)

Comment le Canada a œuvré avec succès à l'adoption du catalogue d'instruments du Comité

Dans le contexte de l'Accord SPS, les Membres ont un certain nombre d'outils à leur disposition pour gérer les questions SPS liées au commerce. Le Canada a constaté que si certains mécanismes étaient couramment utilisés par de nombreux Membres, d'autres l'étaient moins fréquemment. Par exemple, les Membres recouraient souvent au point de l'ordre du jour des réunions du Comité intitulé "Préoccupations commerciales spécifiques" et aux discussions bilatérales tenues en marge de ces réunions, mais il arrivait moins couramment qu'ils sollicitent des discussions sur les observations formulées au sujet de la notification d'une mesure projetée.

Fort de ce constat, le Canada a proposé, dans le cadre du quatrième examen de l'Accord SPS, la création d'un catalogue des instruments dont les Membres disposent, l'objectif étant de faciliter leur utilisation opportune et d'aider les Membres à prévenir les problèmes ou à les gérer. Selon la proposition du Canada, le catalogue recenserait tous les mécanismes pertinents dans le cadre de l'Accord SPS, comme le droit de formuler des observations sur les notifications SPS et de tenir des discussions pour examiner ces observations, l'utilisation ciblée ou stratégique du point de l'ordre du jour consacré aux préoccupations commerciales spécifiques, et la possibilité de recourir aux procédures de règlement des différends de la CIPV ou de l'OMSA.

De nombreux Membres ont accueilli favorablement cette proposition et ont souligné qu'il était utile d'élaborer un recueil des instruments dont ils disposent dans le cadre de l'Accord SPS. Au cours des années qui ont suivi, le Secrétariat de l'OMC a collaboré avec le Canada et le Kenya pour élaborer un projet de catalogue. Par la suite, en 2018, le Comité a adopté le "Catalogue d'instruments que les Membres de l'OMC peuvent utiliser pour gérer les questions SPS", un outil conçu pour aider les Membres à demander des renseignements, à engager des consultations et à résoudre les frictions commerciales sur les questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux.

L'élaboration de ce catalogue montre que le processus d'examen, qui demande au Comité d'examiner périodiquement le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord SPS, offre aux Membres une excellente occasion d'identifier un besoin et d'y répondre. Ce catalogue témoigne aussi de l'importance de la collaboration entre le Secrétariat et les Membres, et de l'effet durable qu'un outil de politique peut avoir pour ce qui est d'aider les Membres à gérer les questions SPS.



Catalogue d'instruments que les Membres de l'OMC peuvent utiliser pour gérer les questions SPS [G/SPS/63](#)



Le Comité examine périodiquement le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord SPS. **C'est là une excellente occasion pour les Membres d'identifier de possibles lacunes et de mettre en avant de nouvelles idées.**



Au début de 2025, le sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS était en cours. Les recommandations envisagées pour les travaux à venir du Comité couvrent de nombreux sujets, tels que les défis modernes, les nouvelles technologies et outils numériques, la transparence, le traitement spécial et différencié, ou encore la coopération avec le Codex, la CIPV, et l'OMSA.

Examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS



Décisions et documents du Comité

Au fil du temps, le Comité a adopté différents documents – sous forme de décisions, de rapports, de lignes directrices, de recommandations ou de catalogues, entre autres – pour aider à la mise en œuvre de l'Accord SPS et à la gestion des questions commerciales dans le domaine SPS. Le "Catalogue d'instruments que les Membres de l'OMC peuvent utiliser pour gérer les questions SPS" est un exemple de document publié par le Comité, mais il en existe beaucoup d'autres!



Voir les [décisions et documents importants du Comité](#)

Témoignage de l'Équateur

ePing, une plate-forme à succès

Dans le cas de l'Équateur, l'Accord SPS joue un rôle fondamental dans la protection de la santé des consommateurs nationaux et, parallèlement, dans la facilitation de l'accès aux marchés étrangers pour les produits agricoles et les produits de la pêche équatoriens. Au fil des ans, l'Accord SPS a renforcé les capacités de l'Équateur en matière de politique commerciale et de gestion des questions SPS, et le pays a intégré les dispositions SPS dans ses accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

Dans ce contexte, la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) est devenue un outil essentiel pour suivre les réglementations SPS et identifier les obstacles techniques au commerce. Elle a facilité la coordination entre les institutions équatoriennes, le secteur privé et les organisations internationales, renforcé la transparence et amélioré l'accès à l'information sur les politiques commerciales des Membres. Fait important, elle a permis à l'Équateur d'analyser l'incidence des règlements relatifs au commerce et de promouvoir la coopération pour optimiser les politiques qui favorisent le commerce international.

L'Équateur encourage activement l'utilisation de la plate-forme à l'échelon national et par les autres Membres de l'OMC. Au niveau de l'Organisation, l'Équateur a participé à des discussions constructives axées sur l'amélioration et l'élargissement de la plate-forme. L'attachement du pays au bon fonctionnement de la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) témoigne de sa volonté de continuer à optimiser les outils technologiques de l'OMC qui profitent à tous les Membres et de contribuer à un commerce mondial sûr et durable.

ePing, qu'est-ce que c'est?

Chaque année, les Membres notifient environ 2000 réglementations SPS susceptibles d'avoir une incidence sur le commerce international, une situation qui peut être difficile à suivre. La [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) est un outil gratuit et accessible à tous, qui favorise la transparence et aide les parties prenantes à suivre les prescriptions SPS sur les marchés qui les intéressent. ePing permet de:

- **Parcourir** les [notifications](#) relatives à des prescriptions SPS (et OTC), nouvelles ou modifiées
- **Rechercher des renseignements** sur les [préoccupations commerciales](#) examinées au sein des Comités SPS (et OTC) de l'OMC
- **Recevoir** des [alertes par courriel](#) et suivre les notifications concernant les produits et/ou les marchés qui les intéressent
- **Trouver** les coordonnées des [points d'information et des autorités responsables des notifications](#)
- **Entrer en contact** avec leurs homologues nationaux et internationaux
- **Notifier** les projets de réglementation SPS (et OTC) en ligne.



Parce qu'elle permet d'accéder en temps opportun à des renseignements sur l'évolution des réglementations SPS à travers le monde et de dialoguer à ce sujet, la plate-forme **ePing constitue un outil essentiel pour favoriser la coopération et faciliter un commerce sûr.**



Faits essentiels sur les notifications SPS en 2024

Plus de **2000** notifications SPS ont été présentées

Les **économies en développement** étaient à l'origine de **75%** des notifications SPS

Le **Cambodge** a présenté sa première notification SPS (**félicitations!**)

Les **10 Membres** ayant présenté le plus de notifications sont les suivants: Brésil; Ouganda; Union européenne; Tanzanie; Kenya; Japon; Thaïlande; États-Unis; Rwanda; et Burundi.



ePing, une plate-forme en constante évolution

Un projet financé par le [Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce](#) promouvra l'utilisation de la plate-forme ePing dans cinq pays d'Afrique ([STDF/PG/1000](#)). En tirant parti d'améliorations technologiques et de nouvelles approches concernant le renforcement des capacités, ce projet vise à permettre aux utilisateurs des secteurs public et privé de se tenir plus facilement au courant des mesures SPS et OTC affectant le commerce et de communiquer à propos de ces mesures.



Pour en savoir plus sur la transparence: [Article 7](#) et [Annexe B](#) de l'Accord SPS

[Page internet sur la transparence dans le domaine SPS](#)

Procédures sur la transparence dans le domaine SPS [G/SPS/7/Rev.5](#)

Rapports annuels sur la transparence [G/SPS/GEN/804/*](#)

Le déjeuner à Genève qui a fait du Chili un membre actif du Comité

Au début des années 1990, alors que le monde s'affairait à peaufiner les détails de ce qui allait devenir l'OMC, un fonctionnaire chilien du Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG) s'est trouvé dans une situation quelque peu improvisée. Sans plus d'informations sur ce qui devait être négocié ni d'expérience en matière de diplomatie internationale, Gonzalo Ríos a été envoyé à Genève pour participer aux négociations dans le domaine SPS. Il était entièrement profane en la matière.

L'ambassadeur du Chili à Genève, prenant conscience que le pauvre Gonzalo Ríos ne savait vraiment pas par où commencer, a imaginé une stratégie simple mais efficace: planifier un déjeuner. "Un déjeuner avec qui?", vous demandez-vous peut-être. Rendez-vous a été donné à une fonctionnaire de l'OMC que Gonzalo ne connaissait pas. Sans davantage de préparation, celui-ci s'est présenté au déjeuner; il ne savait pas à quoi s'attendre, mais était désireux d'apprendre.

C'est là que la magie a opéré. Lors de ce déjeuner, Gonzalo a rencontré Gretchen Stanton, une fonctionnaire qui a occupé des postes clés au GATT. Au fil d'une conversation agréable et fluide sur le travail qui les attendait, les deux convives ont noué une relation qui se révélerait fondamentale pour l'avenir du Chili dans les négociations internationales. Grâce à cette rencontre et à la bonne volonté de Gretchen, Gonzalo a obtenu une place à la table des négociations. Il ne le savait pas à l'époque, mais ce déjeuner a constitué la première étape du chemin qui a amené le Chili à jouer un rôle influent dans les travaux liés à l'Accord SPS. Son pays a commencé à apporter des connaissances techniques précieuses à chaque réunion du Comité. Il a fait des propositions qui ont aidé à définir des aspects importants des activités du Comité SPS, tels que les travaux sur la régionalisation et la transparence. Cette victoire n'était pas seulement une victoire internationale. À l'échelon national, l'incidence a été tout aussi considérable. Le SAG a créé un Département des affaires internationales et le Ministère des relations extérieures a établi une structure spécialisée pour appliquer l'Accord SPS, qui fonctionne encore à ce jour.

Ce déjeuner et cette conversation, qui avaient semblé tout à fait ordinaires, avaient en réalité marqué les premières étapes de la voie que le Chili allait suivre pour se positionner en tant qu'acteur majeur des négociations SPS à l'OMC. Non seulement le pays a progressé s'agissant des accords commerciaux internationaux, mais il a également formé une nouvelle génération de professionnels spécialisés dans les questions SPS.



Êtes-vous un nouveau délégué
auprès du Comité SPS?

Consultez
les [renseignements utiles pour
les nouveaux délégués auprès
du Comité SPS.](#)

***La valeur d'une institution ne tient
qu'à la qualité de ses membres.***

Atelier du Comité sur la transparence et autres activités d'assistance technique, quoi de neuf au Gabon?

Fort des enseignements tirés de l'assistance technique, le Gabon a entrepris une série d'initiatives visant à renforcer la conformité de ses produits agricoles aux normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Cette assistance technique a notamment consisté à renforcer les capacités concernant les meilleures pratiques et a pris la forme de séminaires et d'ateliers organisés par l'OMC, dans l'objectif de permettre aux experts nationaux des questions SPS de mieux comprendre l'Accord SPS et les procédures d'homologation dans le domaine SPS.

En mars 2024, le Gabon a bénéficié d'un soutien de l'OMC pour participer à l'[atelier du Comité sur la transparence](#). Cet atelier était destiné aux autorités nationales responsables des notifications et aux points d'information; il visait à améliorer leur connaissance du cadre de transparence en matière SPS, ainsi que la mise en œuvre de ce dernier dans leurs pays respectifs. Le Gabon est également fier d'avoir participé à l'[atelier régional de l'OMC sur l'Accord SPS pour l'Afrique francophone](#), qui s'est tenu à Rabat en décembre 2024, ainsi qu'à des activités de l'OMC organisées précédemment, comme une formation virtuelle sur la [plate-forme ePing](#) dédiée au Gabon et un [cours virtuel sur les éléments clés pour la participation au Comité SPS](#).

Après le retour au Gabon du fonctionnaire ayant participé à l'atelier sur la transparence, divers organismes et structures concernés par les questions SPS ont été informés des principaux enseignements tirés de l'atelier. Cela a conduit à l'adoption d'une résolution visant à la mise en place d'un comité SPS national. Au début de 2025, le pays examinait un projet de décret concernant la création, la composition et le fonctionnement de ce comité.

À présent, le Gabon suit plus régulièrement les réunions et les activités du Comité, ce qui aide les autorités nationales à se préparer aux difficultés à venir et à adopter des stratégies innovantes pour gérer les risques SPS. S'agissant de son cadre SPS, le pays a mis en place un système de certification moderne pour les produits agricoles destinés à l'exportation. Ce système garantit que les produits agricoles satisfont aux normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et facilite ainsi l'accès aux marchés internationaux. Les laboratoires chargés d'effectuer des contrôles alimentaires et phytosanitaires ont été modernisés et la traçabilité des produits alimentaires a été améliorée. Ces améliorations contribuent à réduire les risques de contamination et renforcent la confiance des consommateurs nationaux et internationaux.



Pour en savoir plus: [Mesures sanitaires et phytosanitaires – Activités, ateliers et formation](#)



La participation à l'atelier sur la transparence organisé à Genève a été une grande chance.

L'objectif de cet atelier, qui était de permettre aux points d'information et aux autorités responsables des notifications des différents Membres de mieux comprendre le cadre de transparence dans le domaine SPS, a été pleinement atteint.

M. Judicaël Mounguengui, point de coordination national pour les notifications SPS à l'OMC, Gabon



Les activités organisées par l'OMC sont essentielles pour permettre aux experts SPS au niveau national de comprendre les principes énoncés dans l'Accord SPS et les procédures de certification SPS.

Mme Myrlande Ignounga Mounguengui, Ministère du commerce, des PME et des PMI, Gabon



Témoignage de La Gambie

Coordination nationale, activités du Comité et assistance technique

Comme de nombreux autres pays dans le monde, la Gambie rencontre des difficultés en matière SPS qui altèrent sa capacité de participer au commerce et son développement économique. Pour illustrer l'incidence des questions SPS sur le quotidien des Gambiais, on cite très souvent l'exemple de l'évolution des exportations d'arachides vers l'Union européenne et d'autres grands marchés en raison de niveaux élevés d'aflatoxine. L'importance de ces questions et leurs répercussions sur l'économie, ainsi que l'importance de la collaboration à l'échelle nationale, ont amené la Gambie à mettre en place un comité SPS national composé de différentes parties prenantes concernées par les questions SPS.

Ce comité SPS national a été établi au début de 2023 en vue d'améliorer la coordination et la prise de décisions dans le domaine SPS à l'échelle nationale. Il est constitué de représentants de l'Autorité de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires (qui agit également en tant que point d'information national pour les questions SPS), du Ministère du commerce (qui agit également en tant qu'autorité nationale responsable des notifications SPS), de l'Organisation nationale de protection des végétaux, du Département des services de l'élevage, de l'Agence de promotion des investissements et des exportations, de l'Agence nationale de la nutrition, ainsi que de parties prenantes du secteur privé et d'organisations de protection des consommateurs.

Bien que ce comité soit encore tout jeune, il a déjà enregistré quelques réalisations importantes. On peut notamment citer un exemple de coordination réussie, qui a permis à la Gambie de proposer un intervenant pour [la séance thématique du Comité sur la communication, la mésinformation et la désinformation relatives aux risques](#), tenue en 2023 à Genève. Le comité SPS national a servi de plate-forme pour identifier un expert et proposer que celui-ci présente un [exposé sur l'expérience de la Gambie en matière de mésinformation/désinformation liée aux questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires](#). L'expert a donné des exemples de problèmes liés à la présence de plastique dans le riz et de mésinformation sur les aliments périmés et a présenté les mesures prises pour engager le dialogue avec les consommateurs, établir les faits et démentir les affirmations.

Autre résultat important, la Gambie a su tirer parti de son comité SPS national pour coordonner une demande visant à ce que les experts de l'OMC organisent une activité de renforcement des capacités dans le pays. Ce séminaire national sur les questions SPS, qui a eu lieu en septembre 2023, visait à renforcer la compréhension et la connaissance des avantages de la mise en œuvre de l'Accord SPS auprès des participants et à étudier les moyens d'améliorer la coordination nationale.



Pour en savoir plus: <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/news-and-events/news-details/fr/c/1632316/>



Le comité national nouvellement créé a constitué une plate-forme cruciale qui a aidé la Gambie à participer avec succès à une activité du Comité et à faire connaître son point de vue sur des questions importantes liées à la communication sur les risques dans le pays.

M. Abdoulie Jallow, Autorité de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires, Gambie



Témoignage du Madagascar

Cours des champions de la transparence dans le domaine SPS

Madagascar a récemment participé à plusieurs formations dans le domaine SPS organisées par l'OMC, y compris l'édition 2024 du [cours des champions de la transparence](#) et l'[atelier sur la transparence](#) de mars 2024. Ces activités ont permis aux participants d'acquérir des compétences essentielles pour relever les défis auxquels ils sont confrontés dans leurs activités liées à la transparence. Les participants ont acquis des compétences clés devant leur permettre d'utiliser la plate-forme ePing SPS et OTC pour une prise de décisions éclairée et une communication efficace, et d'encourager les autorités compétentes à répondre en temps voulu aux nouvelles notifications SPS présentant un intérêt dans les contextes nationaux.

Le pays est convaincu que ces formations permettront d'améliorer les résultats des autorités responsables des notifications et des points d'information des pays bénéficiaires, car ils seront en mesure de contribuer de manière plus significative aux objectifs de transparence dans le contexte SPS. Dans le cas de Madagascar, la participation à ces activités a favorisé la création du comité national de coordination dans le domaine SPS, qui devrait contribuer à améliorer le respect des obligations en matière de transparence dans le pays.

Et puisque partager, c'est semer le succès, il est important que les participants partagent leurs connaissances avec leurs collègues et avec les autorités compétentes à leur retour dans leur pays d'origine afin de maximiser l'impact des formations. Lors du [cours des champions de la transparence](#) dans le domaine SPS, les participants ont bénéficié d'un accompagnement pour élaborer un plan d'action à mettre en œuvre à leur retour dans leur pays d'origine. Pour concrétiser son plan d'action, le participant de Madagascar a œuvré activement au partage des compétences et des connaissances: il a convoqué une réunion d'information et de travail pour expliquer l'importance des mécanismes de coordination dans le domaine SPS pour le pays et discuter des moyens de mettre en place avec succès un comité national qui pourrait exercer cette fonction, dans un pays qui s'efforce d'assurer la protection des consommateurs et le développement de son économie par le biais du commerce. Les autorités compétentes à Madagascar, telles que la Direction de la protection des végétaux, la Direction des services vétérinaires et l'Autorité sanitaire halieutique, ont été conviées à la réunion. Qu'en est-il aujourd'hui? Un plan d'action pour l'établissement de ce comité SPS national a été validé par les autorités compétentes à Madagascar et était en cours de mise en œuvre au début de 2025.



Pour en savoir plus: [L'édition 2024 du cours des champions de la transparence dans le domaine SPS de l'OMC se termine à Genève](#)



L'édition 2024 du cours des champions de la transparence a réuni 25 fonctionnaires venant de différentes régions du monde. En 2025, les participants seront invités à faire un état des lieux de la mise en œuvre de leurs plans d'action et de leurs impacts aux niveaux régional et national en matière de coordination SPS et de renforcement des capacités pour l'utilisation d'ePing.



Mon plan d'action avait pour objectif de mettre en place un comité SPS au niveau national et de renforcer l'utilisation d'ePing par les acteurs des secteurs privés et publics. Mon plan d'action est en cours et je me réjouis de faire bientôt un compte rendu de sa mise en œuvre.

M. Fetranirina Ramahefarivo,
Point d'information national SPS,
Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Madagascar



Événements du Comité SPS et assistance technique

Séances thématiques et ateliers du Comité

Le Comité organise des séances thématiques et ateliers au cours desquels les Membres peuvent faire part de leurs vues et de leurs expériences sur des sujets clés couverts par l'Accord SPS et apprendre des organisations internationales, des milieux universitaires, des branches de production et d'autres parties prenantes. Une fois le Comité convenu d'un sujet, les Membres sont invités à proposer des intervenants afin que les expériences partagées soient diversifiées et assurer le succès de ces événements. Ne manquez pas la prochaine occasion de partager votre expérience nationale!

En 2023-2024, les séances thématiques et les ateliers ont porté sur les sujets suivants:

Outils numériques | Risques émergents et nouvelles technologies agricoles | Lignes directrices du Codex relatives aux programmes d'assurance volontaire par des tiers | Communication, mésinformation et désinformation relatives aux risques

Assistance technique de l'OMC dans le domaine SPS

Le Secrétariat de l'OMC organise des activités d'assistance technique relatives à l'Accord SPS en anglais, en français et en espagnol.

- Cours d'apprentissage en ligne sur l'Accord SPS, accessible en un clic.
- Séminaires SPS nationaux pouvant porter sur le domaine SPS de manière générale, être axés sur des sujets SPS spécifiques ou traiter d'autres domaines de l'OMC.
- Ateliers SPS régionaux adaptés aux besoins et intérêts de la région.
- Ateliers SPS thématiques à Genève portant sur le cadre de transparence dans le domaine SPS ou sur d'autres sujets proposés par les Membres.
- Cours SPS phares à Genève: cours SPS avancé et cours des champions de la transparence dans le domaine SPS, qui sont des activités pratiques et ambitieuses demandant à chaque participant de mettre en œuvre un plan d'action pour faire face à un problème SPS dans son pays.



Pour en savoir plus: [G/SPS/GEN/997/*](https://www.wto.org/gsp/gen/997/)

NE MANQUEZ PAS
les prochaines activités
d'assistance technique et
autres événements du Comité!



Mesures sanitaires et phytosanitaires
– Activités, ateliers et formation

Vous souhaitez en
savoir plus sur le
Comité SPS?

Scannez-moi

